

# Ausserordentliche Session

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern**

Band (Jahr): - **(1937)**

PDF erstellt am: **06.08.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Tagblatt

## des Grossen Rates des Kantons Bern.

---

### Kreisschreiben

an die  
Mitglieder des Grossen Rates.

---

Cormoret, den 19. August 1937.

*Herr Grossrat!*

Im Einverständnis mit dem Regierungsrat hat der Unterzeichnete den Beginn einer **ausserordentlichen Session** des Grossen Rates angesetzt auf **Montag, den 23. August 1937**. Sie werden eingeladen, sich am genannten Tage, nachmittags 2 $\frac{1}{4}$  Uhr, im Rathaus zu Bern zur ersten und einzigen Sitzung einzufinden.

Zu behandeln ist einzig das folgende Geschäft:  
Konversion der Anleihe von 4 % des Kantons Bern von 26,000,000 Fr. vom Jahre 1911.

Mit Hochschätzung!

*Der Grossratspräsident:*  
**H. Strahm.**

---

### Einzigste Sitzung.

---

**Montag, den 23. August 1937,**  
nachmittags 2 $\frac{1}{4}$  Uhr.

---

Vorsitzender: Präsident Strahm.

---

Der Namensaufruf verzeigt 195 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 33 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung die Herren: Bouverat, Egger, Frölich, Gnägi, Hänni, Jakob, Imhof (Neuveville), La Nicca, Lindt, Périnat, Ryter, Schwarz, Steiger, Zimmermann, Zürcher (Bönigen); ohne Entschuldigung abwesend sind die Herren: Brügger, Fawer, Giauque, Gressot, Howald, Ilg, Kurt, Marchand, Marti, Mülchi, Müller (Seftigen), Odiet, Queloz, Rial, Schindelholz, Schmid, Stucki, Theurillat.

M. le **Président**. Messieurs les députés et chers collègues, je vous souhaite la plus cordiale bienvenue à cette session extraordinaire et je salue avec plaisir la présence de Messieurs les membres du Conseil-exécutif.

Cette session, rendue nécessaire par l'objet que vous connaissez, a dû être convoquée rapidement en raison des délais forcément très courts qui nous sont impartis pour prendre une décision.

Avant d'aborder notre ordre du jour, permettez-moi de vous remercier vivement de la confiance que vous m'avez accordée et de l'honneur que vous m'avez témoigné en m'appelant à présider vos délibérations pendant la dernière année de la présente législature. Cet honneur rejaillit sur mon parti, sur la modeste localité de Cormoret, aux destinées de laquelle je préside depuis 15 ans et sur le Jura tout

entier. Nos collègues jurassiens sont heureux, je crois, de voir de nouveau un des leurs présider le Grand Conseil, et cette circonstance ne manquera pas d'avoir d'heureux effets sur l'intérêt qu'ils portent à nos délibérations. Mes remerciements aussi à mes amis politiques qui, comme vous le voyez, ont si joliment fleuri le siège présidentiel.

Je me rends parfaitement compte de mon insuffisance; aussi je compte sur votre bienveillance, sur votre esprit de discipline, et sur votre collaboration pour mener à bien la tâche importante que vous m'avez confiée. De mon côté, je m'efforcerai de remplir mes fonctions avec exactitude et impartialité, afin de me montrer digne de ceux qui m'ont précédé à la présidence de notre Parlement cantonal. Et, à ce propos, je fais allusion spécialement à celui qui, au mois de mai dernier encore, occupait le siège présidentiel, notre collègue M. Bühler, dont nous avons si hautement apprécié la façon calme et sûre avec laquelle il a su diriger nos débats. Je me fais votre interprète auprès de lui en le remerciant et en le félicitant pour son activité présidentielle.

La présente session sera de courte durée et vous me permettrez bien quelques considérations générales avant de passer à l'ordre du jour.

Tout d'abord, je suis heureux de constater que mes fonctions présidentielles coïncident avec une reprise générale des affaires et une diminution sérieuse du nombre des chômeurs. C'est donc sous le signe de l'optimisme — c'est mon vœu le plus cher — que nous tiendrons les sessions que j'aurai l'honneur de présider; non pas d'un optimisme béat qui fait fi des réalités, mais d'un optimisme sain, qui s'attaque avec sérénité et courage aux problèmes les plus difficiles à résoudre. Et — vous le savez aussi bien que moi — ceux-ci ne manquent pas dans notre ménage cantonal. Est-il nécessaire de rappeler notre situation financière, toujours sérieuse, les charges insupportables que nous valent nos chemins de fer, l'économie générale de notre canton lourdement chargée par une crise de longue durée et se débattant dans des difficultés sans cesse renouvelées? Tous ces problèmes feront l'objet de nos prochaines délibérations et plusieurs d'entre eux devront trouver une solution avant la fin de la présente législature.

En dépit de toutes les affirmations contraires, nous avons fait l'expérience, au cours de ces dernières années, que le ménage de l'Etat ne peut pas être comparé à celui d'un particulier: alors que ce dernier peut et doit, en période de crise, ramener ses dépenses au niveau de ses recettes (encore faut-il constater que des particuliers économes sortent de la crise avec de lourdes dettes), l'Etat, lui, voit ses charges augmenter dans la mesure même où la population subit une aggravation de son appauvrissement. Les nouvelles charges sociales ont vite fait de rendre illusoire les compressions de dépenses et le développement de la fiscalité. Cette dure expérience, nous l'avons faite, en essayant d'employer ces deux moyens pour équilibrer le budget cantonal. Seule une comparaison du budget de cette année avec celui d'une année précédant la crise, permet de se rendre compte de l'importance des compressions pratiquées depuis 1930 dans le ménage de l'Etat. D'autre part, le peuple bernois, avec une compréhension et une maturité auxquelles il convient de rendre hommage, a accepté deux lois de ré-

tablissement de nos finances qui lui demandaient de lourds sacrifices. Des charges fiscales nouvelles et la renonciation à des prérogatives et à des institutions qui lui tenaient à cœur, ont été consenties avec un civisme qui a étonné beaucoup de nos concitoyens des autres cantons. Cependant, malgré tous ces efforts et toute cette bonne volonté, le problème reste intact et il devra encore, à plusieurs reprises, faire l'objet de nos préoccupations.

C'est pourtant ici le moment et le lieu de dire que, si nous sortons de la crise avec des charges accrues, nous pouvons, malgré tout, regarder avec fierté le chemin parcouru depuis 1930. Notre petite république a subi, une fois de plus et avec succès, l'assaut de la malice des temps. Toutes les classes de la population ont passé par une dure épreuve. L'Etat a dû faire face à des besoins multiples et sans cesse renouvelés, et le jeu normal de nos institutions démocratiques a permis de parer victorieusement à toutes les situations. Aucune des tâches sociales incombant à la collectivité n'a été négligée. On discutera peut-être, dans cette enceinte, de la question de mesure, mais tout le monde, je crois, se ralliera en principe à ma manière de voir: qu'il s'agisse de paupérisme, d'action en faveur des chômeurs, de l'agriculture ou de l'artisanat, partout notre canton a rempli dignement sa tâche et, fait important à relever, il a continué à faire son devoir dans tous les autres domaines; c'est ainsi que l'instruction publique, cette branche capitale de l'activité des cantons, a été maintenue à la hauteur de sa mission, en dépit de certaines compressions de dépenses devenues inévitables.

Vous serez d'accord avec moi, Messieurs, que ces constatations, malgré tout, incitent à l'optimisme et permettent d'envisager l'avenir avec confiance. Ce que le peuple demande — j'en ai l'intime conviction — ce n'est pas la disparition de notre démocratie et son remplacement par un autre régime, mais bien plutôt son adaptation progressive aux situations et aux exigences nouvelles. Notre Parlement s'emploie de son mieux à cette tâche en collaboration avec le Conseil-exécutif et je souhaite qu'il puisse continuer à le faire longtemps encore, pour le plus grand bien de notre peuple. (Bravos et applaudissements.)

---

## Tagessordnung:

### Bereinigung des Traktandenverzeichnisses.

M. le Président. La présente session — je l'ai dit tout à l'heure — a dû être convoquée très rapidement en raison des courts délais qui nous sont impartis pour prendre une décision sur l'unique objet porté à l'ordre du jour, à savoir la conversion de l'emprunt cantonal 4 % de 26 millions, de l'année 1911. La parole est-elle demandée au sujet de cette convocation ou de l'ordre du jour?

Je constate que ce n'est pas le cas. Nous passons donc immédiatement au projet soumis à nos délibérations et la parole est à M. le directeur des finances pour la présentation du rapport introductif.

---

## Konversion der Anleihe von 4 % des Kantons Bern von 26,000,000 Fr. vom Jahre 1911.

(Siehe Nr. 8 A der Beilagen.)

**Guggisberg**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Regierungsrat unterbreitet dem Grossen Rat einen Beschlussentwurf betreffend eine Konversionsanleihe von 26,000,000 Fr. Sie ersehen aus dem Vortrag, und Sie werden es auch von den Berichterstattern des Regierungsrates und der Staatswirtschaftskommission vernehmen, dass es sich hier um ein eigenartiges Vorgehen handelt, eigenartig deswegen, weil ein reines Konversionsanleihen in Frage steht. Wenn sich der Grosse Rat mit solchen Anleihen zu befassen hatte, und das ist leider schon seit ein paar Jahren immer wieder der Fall, wurde nie in der heute vorgeschlagenen Weise vorgegangen. Es handelt sich nämlich ausschliesslich um eine Offerte des Staates an die bisherigen Obligationäre, das bisherige Anleihen vom Jahre 1911 im Betrage von rund 26,000,000 Fr. — ursprünglich waren es 30,000,000 Fr. — umzuwandeln in ein Anleihen zu einem niedrigeren Zinsfuss. Bis jetzt verband man mit solchen Konversionsanleihen stets auch die Offerte zur Barzeichnung. Das ist nun hier nicht der Fall. Es handelt sich vielmehr um ein reines Konversionsanleihen.

Das war vorauszuschicken, weil selbstverständlich dieses besondere Vorgehen nicht ohne einen gewissen Einfluss auf die Anleihensbedingungen war. Das im Jahre 1911 aufgelegte 4% -ige Anleihen läuft bis zum Jahre 1971. Also ein sehr langfristiges Anleihen: Die damaligen Anleihensbedingungen sahen vor, dass der Staat vom Jahre 1922 hinweg auf den jeweiligen Zinstermin — 15. Juni und 15. Dezember — unter Einhaltung einer dreimonatigen Frist kündigen könne. Wenn wir gerade jetzt von dieser Möglichkeit Gebrauch machen, so deshalb, weil wir glauben, angesichts der bisherigen und der voraussehbaren Entwicklung in der Zukunft sei der Zeitpunkt günstig, aber ich will nicht sagen, sicher der günstigste, denn niemand weiss ja, was die Zukunft bringt, ja, man weiss nicht einmal, wie sich die Zinsverhältnisse auf den nächsten Kündigungstermin hin, also auf den 15. Juni 1938, gestalten könnten. Niemand weiss, was im Winter passiert, im internationalen oder nationalen Leben. Wir wollten diesen uns günstig erscheinenden Zeitpunkt nicht vorübergehen lassen, ohne von der Möglichkeit Gebrauch zu machen, dem Staate eine Erleichterung im Zinsendienst zu schaffen.

Wie Sie aus der Vorlage ersehen, soll der Zins von 4 % auf  $3\frac{1}{2}$  % herabgesetzt werden. Es wurde gesagt, man hätte vielleicht einen kleineren Kurs in Kauf nehmen können. Das kommt aber doch nach Adam Riese auf das gleiche heraus. Ein niedrigerer Kurs entspricht einem niedrigeren Zins und umgekehrt. Uns scheint es richtig zu sein, auf den Kurs von 100 abzustellen, also auf den Pari-Kurs, und sich zu fragen, wie sich der Zins im Verhältnis zu diesem Pari-Kurs gestalten müsse. Sie sehen, dass der bisherige Obligationär 101 % auslegen muss, um vom Staate eine neue Obligation zu erhalten. Das neue Anleihen steht also etwas über Parität. Auch gemessen an den Börsenkursen erscheint ein Zinsfuss von  $3\frac{1}{2}$  % richtig. Es ist ja

klar, dass man bei der Neuaufnahme von Anleihen immer etwas unter den Börsenkurs gehen muss, sonst besteht ja gar kein Interesse dafür, eine neue Obligation zu zeichnen; es fehlt der Anreiz dazu, wenn man an der Börse zu günstigeren Bedingungen kaufen kann, sobald die alte Obligation zurückbezahlt worden ist.

Es wird weiter gefragt, ob man denn nicht auch sonst einen geringern Zinsfuss ermöglichen könnte, namentlich angesichts der sehr starken Geldflüssigkeit. Dazu ist folgendes zu sagen:

Man muss bei der Beurteilung des Zinsfusses immer den Faktor in Rechnung stellen, wie lange das Geld zur Verfügung gestellt wird, ob das Anleihen kurzfristig oder langfristig ist. Wenn Sie jemandem Geld für ein paar Tage pumpen, werden Sie vielleicht überhaupt keinen Zins verlangen. Wenn jemand Geld für einige Wochen, für 2—3 Monate, leiht, dann wird er vielleicht einen Zins von  $1\frac{1}{2}$  % fordern und noch froh sein, dass er das erhält; und wer gar für ein paar Jahre Geld leiht, der wird einen Zins von  $3\frac{1}{4}$  % fordern können, wie das z. B. bei Kassascheinen der Fall ist. Und wenn es noch länger geht, wie im vorliegenden Fall, dann will der Zeichner eben einen noch höhern Zinsfuss, einen solchen, der nicht ganz auf den momentan tiefen Zinssatz abstellt. Der Geldgeber wird sich eben sagen, dass innert der Frist von 30 Jahren manches passieren kann. Wenn wir für diese lange Frist von 30 Jahren einen Zinsfuss von  $3\frac{1}{2}$  % offerieren, so scheint uns das das Richtige zu sein, sofern man eben die Langfristigkeit mit in Rechnung stellt. Und das muss man auf der ganzen Welt; das kann auch im Kanton Bern nicht anders sein. Der vorgeschlagene Zinsfuss ist deshalb wohl zu verantworten, hauptsächlich auch deshalb, weil es sich um ein reines Konversionsanleihen handelt.

Für den Kanton Bern bewirkt diese Konversion eine Ersparnis infolge der Herabsetzung des Zinsfusses von 4 % auf  $3\frac{1}{2}$  %. Dann haben wir ja auch die Möglichkeit, in den nächsten Jahren auf Amortisationen zu verzichten, was natürlich die laufende Verwaltung etwas entlasten wird und worüber wir froh sein werden. Solange wir noch in der Defizitperiode stecken, können wir ja keine Schuldentilgung vornehmen.

Angesichts dieser Ueberlegungen muss der Grosse Rat dem Regierungsrat zustimmen, indem der Vorschlag dem Interesse des Kantons Bern entspricht.

**Keller**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission hat letzten Samstag diese Vorlage geprüft. Sie hat ganz besonders zwei Seiten unter die Lupe genommen, nämlich den Zinsfuss und den Zeitpunkt der Konversion.

Es ist zuzugeben, dass der heutige Zinsfuss für den Schuldner noch recht hoch ist und dass unser Bestreben deshalb dahingehen muss, den Zinssatz noch mehr herabzusetzen. Aber es verhält sich eben damit genau gleich wie mit allen andern Dingen: es geht auch hier nicht sprungweise vorwärts, wir müssen immer an dieser Aufgabe arbeiten und dieses Ziel nicht aus dem Auge lassen. In dieser Richtung bewegt sich auch die hier zu bewirkende Herabsetzung des Zinsfusses von 4 % auf  $3\frac{1}{2}$  %. Es wäre ja sehr erfreulich, wenn es möglich wäre, den Zins

sogar auf 3 % herabzudrücken. Die Verhältnisse sind jedoch manchmal stärker als der Wunsch und der Wille des Einzelnen. Es ist ganz klar, dass nicht der Kanton Bern mit seinen Anleihsbedingungen dem Anleihsmarkt diktieren kann; diese Dinge werden von ganz andern Seiten her beeinflusst. Das wird uns ganz besonders klar, wenn wir uns vergegenwärtigen, wie heute noch Anleihen zu wesentlich höheren Zinsfüssen, sogar zu  $4\frac{1}{4}$  und  $4\frac{1}{2}$  %, auf den Markt geworfen werden und dass sogar der Bund dieses Jahr mit einem  $3\frac{1}{2}$  %-igen Anleihen auf dem Markte aufgetreten ist. Es wird kaum möglich sein, weiter herunterzugehen als der Bund.

Es hat gewiss keinen Sinn, den Teufel an die Wand zu malen und unsere finanziellen Verhältnisse in zu schwarzen Farben darzustellen. Trotzdem müssen wir doch bedenken, dass neben den vom Herrn Finanzdirektor erwähnten Faktoren — sehr lange Anleihsdauer und Geldmarktlage — auch noch etwas anderes eine Rolle spielt, nämlich die Qualität des Schuldners. Die grossen und fortgesetzten Fehlbeträge des Staates in den letzten Jahren waren sicherlich nicht auf Misswirtschaft zurückzuführen, sondern vielmehr durch die allgemeinen Verhältnisse bedingt. Aber dieser Umstand spricht eben auf dem Geldmarkt doch nicht sehr zugunsten des Staates und seiner Vermögenslage.

Man fand also in der Staatswirtschaftskommission, dieser Zinsfuss von  $3\frac{1}{2}$  % gehe an, trotzdem man natürlich lieber einen geringern Zinsfuss gesehen hätte. Wir glaubten, man dürfe sich nicht an ein Experiment heranwagen, dessen Missglücken verhängnisvolle Folgen haben könnte. Wenn wir eine Niederlage erleben würden, so hätte das selbstverständlich für den Kanton Bern sehr schwerwiegende Folgen. Wir müssen ja immer noch Defizite decken, im weitern sind noch eine ganze Anzahl anderer Anleihen zu konvertieren. Sie haben ja auch bemerkt, dass der Kanton Zürich ein Anleihen zu  $3\frac{1}{4}$  % aufgelegt hat, allerdings nicht ganz zum Pari-Kurs, wie wir, dass aber von den aufgelegten 30,000,000 Fr. nur deren 13,000,000 Fr., also nicht einmal 50 %, gezeichnet wurden. Das gibt zu denken. Es wäre deshalb für uns viel zu riskiert, unter  $3\frac{1}{2}$  % zu gehen.

Man spricht jetzt sehr viel von der grossen Geldflüssigkeit. Das Geld ist so flüssig, dass es sogar den Banken lästig werde. Aber bei all diesem Geld handelt es sich eben um solches, das keine Stunde gebunden sein will, so dass die Banken, um sich bei plötzlichen grossen Rückzügen ja nicht Schwierigkeiten auszusetzen, es auch nicht fest ausleihen dürfen. Je nachdem sich die Verhältnisse auf dem Kontinent entwickeln, werden diese Gelder rasch wieder abfliessen. Wenn die Verhältnisse in Frankreich zum Beispiel wieder in Ordnung kommen und die Wirtschaft wieder anziehen wird, dann wird wieder viel Geld nach Frankreich zurückwandern. Die Banken müssen in unserem Fall also diejenigen Bedingungen in Kalkulation stellen, die für langfristiges Geld in Betracht kommen. Das Angebot langfristigen Geldes ist eben bedeutend geringer als das Angebot kurzfristigen Geldes.

Wir haben in der Staatswirtschaftskommission auch von der Opportunität des Zeitpunktes der Konversion gesprochen. Es ist ja ausserordentlich schwer, für die nächsten Jahre prophezeien zu wollen. Man

kann kaum sagen, ob es im Jahre 1938 oder später günstiger oder weniger günstig wäre, dieses Anleihen zu konvertieren. Aber wir konstatieren mit Vergnügen, und wir haben es schon aus den Eröffnungsworten des Herrn Präsidenten gehört, dass die Volkswirtschaft wieder etwas anzieht. Wir wollen hoffen, dass es so bleibe. Wir wissen aber aus Erfahrung, dass, wenn es der Wirtschaft besser geht, die Nachfrage nach Geld auch grösser wird, so dass der Zinsfuss wieder steigt. Wir werden uns dann alle Mühe geben müssen, den Zinsfuss auf der jetzigen Basis zu halten. Wir dürfen jedenfalls nicht darauf rechnen, dass er noch weiter sinken werde. Im übrigen wollen wir einmal die Wirkung dieser Auflage abwarten und sie dann für die künftigen Anleihsaufnahmen nächstes Jahr verwerten. Wir gewinnen also mit dieser Konversion immerhin ein halbes Prozent; allerdings müssen wir eine kleine Kommission bezahlen. Die Zinsreduktion scheint uns ein grosser Vorteil zu sein. Wir erzielen so eine jährliche Zinsersparnis im Betrage von ungefähr 130,000 Fr., was, die Kosten abgerechnet, also bei Annahme einer jährlichen Nettoersparnis von Fr. 100,000, für die vorgesehene Periode von 30 Jahren zirka 3—4 Millionen ausmacht. Das ist doch ein schöner Betrag.

Von gewisser Seite wurde auch gesagt, im Falle des weiteren Heruntersinkens des Zinsfusses entstünde die Gefahr einer Flucht in die Sachwerte. Wir haben ja in der Tat bei der starken Zinssenkung festgestellt, dass alles mögliche gekauft werden wollte, so besonders auch Bauerngüter, wodurch unselbständige Existenzen entstanden. Daran hat in der Tat auch niemand Freude.

Wenn wir also diese Konversion vornehmen, erzielen wir eine bedeutende Ersparnis. Im übrigen haben wir noch Gelegenheit genug, bei andern Anlagen noch weiterhin auf den Zins zu drücken. Jedenfalls können wir nicht alles auf einmal erreichen. Bedenken Sie auch, dass wir jetzt 26,000,000 Fr. aufnehmen und im Frühling wieder einen neuen grossen Posten. Angesichts dieses grossen Geldbedarfes des Staates Bern wäre es deshalb doch gewagt, noch weiter zuzuwarten. Darum sollten wir jetzt zugreifen und uns diese Möglichkeit einer Ersparnis zunutze machen.

Der Herr Finanzdirektor hat gesagt, weshalb es notwendig war, innert so kurzer Zeit Beschluss zu fassen. Das war deshalb notwendig, weil wir, wenn wir nicht jetzt kündigen können, wieder ein halbes Jahr warten müssten, und dann können ganz andere Verhältnisse eingetreten sein.

Wir konnten uns davon überzeugen, dass die vorgeschlagenen Anleihsbedingungen günstige sind, die günstigsten seit vielen Jahren.

Sie haben auch vernommen, dass die Amortisation während 5 Jahren sistiert werden soll. Wenn wir in der Staatsrechnung amortisieren wollten wie bisher, müssten wir das Geld doch entlehnen, also im gleichen Atemzug wieder neue Schulden machen. Der Vorschlag scheint uns deshalb nicht unvernünftig zu sein, die Staatsrechnung in der genannten Weise zu entlasten. Zudem entsteht bei einem andern Anleihen eine neue Amortisationspflicht, so dass schon für Ausgleich gesorgt ist.

Nach gründlicher Würdigung der Tatsachen — der Herr Finanzdirektor hat uns die bezüglichen

Korrespondenzen vorgelegt und damit bewiesen, dass die vorgeschlagenen Bedingungen das Resultat langer und zäher Verhandlungen sind und dass alles getan wurde, um möglichst günstig abzuschliessen — kamen auch wir zum Schlusse, dass wir diese Gelegenheit ergreifen sollten. Mit Ausnahme einer einzigen Gegenstimme empfiehlt Ihnen deshalb die Staatswirtschaftskommission, dem Beschlusentwurf des Regierungsrates zuzustimmen.

**Anliker.** Im Namen unserer Fraktion habe ich hier folgende Bemerkungen anzubringen: Grundsätzlich sind wir selbstverständlich auch der Meinung, dass man, wenn sich die Gelegenheit dazu bietet, durch eine solche Konversion Ersparnisse zu erzielen suchen müsse. In einer solchen Lage befinden wir uns gegenwärtig. Ich hätte deshalb gegen diesen Vorschlag grundsätzlich nichts einzuwenden. Was uns jedoch veranlasst, hier das Wort zu ergreifen, das ist die Höhe des Zinsfusses. Wir haben aus den Bedingungen ersehen, dass man auf 3½ % abgestellt hat. Wir haben nun das Gefühl, dass angesichts der heutigen Geldflüssigkeit 3½ % etwas zu hoch ist. Dass eine grosse Geldflüssigkeit besteht, brauche ich hier nicht weiter auszuführen. Sie haben in den letzten Tagen gesehen, wie sich schweizerische Banken den Sport leisteten, Geld, viel Geld, gute Schweizerfranken, nach China zu schicken, auch nach andern Staaten. Wir haben auch Erfahrungen gemacht in nächster Nähe, bei einst berühmten Banken, sehen müssen, wie diese mit dem guten Schweizerfranken gehaushaltet haben, Geld ins Ausland sandten, währenddem man hier davon zu wenig hatte. Um mit solchem Geld auf leichtsinnige Art und Weise zu spekulieren, dazu reichten die Mittel aus. In der «Neuen Berner Zeitung» von heute können Sie lesen, der Zustrom von Geldern zu unsern Banken sei derart gross, dass sie heute kaum genug Verwendungsmöglichkeiten hätten. Dieses Blatt ist für mich ein unverdächtiger Zeuge. Ich habe dem nichts mehr beizufügen. Angesichts der Tatsache, dass wir zurzeit eine noch nie dagewesene Geldflüssigkeit haben, ist es in unsern Augen nicht richtig, dem Staate, der sich in einer so misslichen Finanzlage befindet, einen Zinsfuss von 3½ % aufzuhalsen.

Zu dieser grossen Geldflüssigkeit kommt aber noch hinzu das Misstrauen gegen viele Banken, das durch die jüngsten Enthüllungen, um so zu sprechen, bei der Spar- und Leihkasse Bern, nicht etwa reduziert worden ist. Demgegenüber aber wissen die Gläubiger doch, dass Staatspapiere etwas vom Sichersten sind, trotzdem die Rechnung des Kantons Bern nicht mehr so gut aussieht wie früher. Gewiss mögen diese Finanzverhältnisse einen Einfluss auf den Geldmarkt haben. Er ist aber doch nicht so gross, nicht derart, dass viele Leute, namentlich die Banken, deswegen davon abgehalten werden könnten, dem Staate Bern Kredit zu gewähren.

Im weitem liest man fast jede Woche von Wünschen und Eingaben — ich erinnere an die Eingabe der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei — es sei nun für die öffentlichen Anleihen der 3 % - Typus einzuführen. Ich glaube, wir sollten den Versuch machen. Und ich habe das Gefühl, er würde zum Erfolg führen. Dabei bedauern wir nur eines, nämlich, dass die Zeit für die Beratung derart knapp bemessen ist, dass man nur noch die Wahl hat, ja

oder nein zu sagen. Wenn man nicht ja sagen will, gerät man auf den Einwand, es wäre sonst zu spät, man habe keine Zeit mehr usw. Es ist dies so eine Art Vergewaltigung des bernischen Grossen Rates. Ich bedaure das. Es ist meines Erachtens nicht nur Aufgabe des Grossen Rates, einen solchen Vertrag zu genehmigen oder abzulehnen, sondern der Grosse Rat sollte doch sicherlich die Möglichkeit haben, sich auch über die Bedingungen näher auszusprechen, namentlich über den Zinsfuss.

Es ist nun gesagt worden, man habe alles versucht, um die Anleihsbedingungen möglichst günstig zu gestalten. Ich möchte das nicht näher untersuchen und nur darauf hinweisen, dass wir im Grossen Rate schon einmal über ein Anleihen diskutiert haben. Es wurde uns schriftlich und mündlich von der Kantonalbank erklärt, die vorgeschlagenen Bedingungen seien die äussersten usw., etwas anderes gebe es nicht, man müsse mit den gewährten Bedingungen wohl zufrieden sein. Man hat dann trotzdem kritisiert und die Vorlage zurückgewiesen. Namentlich in der Staatswirtschaftskommission hatte man das Gefühl, man könne mehr herausholen. Und in der Tat liess sich dann noch ein Mehreres herausholen. Das nur zur Illustration der Autorität der Banken. Es ist ja klar, dass sie uns gegenüber Partei sind. Das müssen wir in Kauf nehmen und berücksichtigen. Ich glaube jedoch, es wäre wertvoll gewesen, wenn diese Verhandlungen, die der Herr Finanzdirektor gepflogen hat, mit dem Schwergewicht eines Grossratsbeschlusses im Rücken, einer Willenskundgebung des Grossen Rates, wonach wir erklärten, wir wollen nun auf den 3 % - Typus heruntergehen, hätten geführt werden können. Um das zu erreichen, beantragt unsere Fraktion, dieser Vertragsentwurf sei an die Regierung zurückzuweisen und die Regierung sei gleichzeitig zu beauftragen, innerhalb der jetzigen Kündigungsmöglichkeit neue Verhandlungen zu pflegen, und es sei durch den Beschluss des Grossen Rates dem Willen Ausdruck zu verleihen, man möchte alles einsetzen und tun, um den dreiprozentigen Typus zu erreichen. Ich glaube, mit diesem Schwergewicht im Rücken, könnte der Herr Finanzdirektor seine Verhandlungen mit ganz anderem Erfolg führen. Ich bin überzeugt, dass, angesichts der grossen Geldflüssigkeit und der Anlageschwierigkeiten vieler Banken, sowie des Misstrauens gegen die Banken, eine weitere Senkung auf 3 % möglich ist.

Mein

**Antrag,**

der von meinen Fraktionskollegen mitunterzeichnet ist, lautet wörtlich:

1. Der vorliegende Anleihsvertrag wird an die Regierung zurückgewiesen.

2. Der Regierungsrat wird beauftragt, innerhalb der heutigen Kündigungsmöglichkeit dem Grossen Rat einen neuen Entwurf zu unterbreiten, wobei alles zu tun ist, um den 3 % - igen Zinssatz zu erreichen.

Wir lassen uns bei Stellung unseres Antrages leiten von der Ueberlegung, es sei noch möglich, innerhalb dieser drei Wochen eine Konferenz mit diesen Banken einzuberufen, um neue Verhandlungen zu pflegen. Das ist die Ansicht unserer Fraktion. Und ich glaube, angesichts der finanziellen

Situation unseres Kantons, sollten wir auch die letzte Möglichkeit nicht unversucht lassen, auf irgendeinem Wege weitere Ersparnisse zu erzielen, auf einem Wege, der für unser Volk sehr leicht gangbar ist, durch eine Massnahme, die nicht in erster Linie die lebendige Arbeit treffen würde. Wir ersuchen Sie deshalb, diesem Antrage zuzustimmen.

**M. le Président.** Je n'ai pas l'intention — et je pense que Messieurs les députés seront d'accord avec moi — d'ouvrir une discussion de détail sur le projet d'arrêté que nous avons sous les yeux; il s'agit d'un arrêté qui forme un tout et que le Grand Conseil doit ou bien accepter tel quel ou bien rejeter. Si personne ne fait d'objection, j'admets que le Conseil partage ma manière de voir.

Aucune objection n'étant faite, je déclare donc ouverte la discussion générale.

**Giovanoli.** Nach unserer Ueberzeugung sieht Herr Anliker in dieser Frage in einigen Punkten durchaus richtig. Wir gehen von folgenden Tatsachen aus: Die weitere Verflüssigung des Kapitalmarktes dauert ohne Zweifel an. Dafür liegen von Seiten der Fachleute ganz einwandfreie Feststellungen vor. Ich verweise z. B. auf einen Bericht, der in der «Neuen Zürcher Zeitung» betreffend die Bilanzen der Kantonalbanken erschienen ist und worin, anhand von Zahlen, auseinandergesetzt wurde, dass beispielsweise seit Beginn dieses Jahres alle neuzugeströnten Gelder bei den Banken als Sichtguthaben angelegt worden sind, für die also gar keine Verwendungsmöglichkeit bestand und die man aus diesem Grunde entweder im Kassabestand behielt oder als Sichtguthaben bei andern Banken ohne nennenswerten Zinsertrag angelegt hat. Und erst in einer der letzten Besprechungen des schweizerischen Geldmarktes im Handelsteil der «Neuen Zürcher Zeitung» — diese ist in dieser Beziehung sicherlich eine unverdächtige Zeugin — wurde auseinandergesetzt, dass die schon überreichen flüssigen Mittel selbst in letzter Zeit noch weiter angestiegen sind. Zum andern darf man auf die Tatsache verweisen — das ist auseinandergesetzt worden in der Nr. 8 der «Volkswirtschaft», «Mitteilungen Nr. 31 der Kommission für Konjunkturbeobachtung» (das ist eine eidgenössische Kommission) —, dass die Konjunkturbeobachtungs-Kommission anhand des Resultates der letzten Konversion des eidgenössischen Anleihe, welches bekanntlich 3½ % -ig war und eine Summe von 150 Millionen Franken umfasste, festgestellt hat: «Der Zeichnungserfolg war durchschlagend, indem für 182 Millionen Konversionsanmeldungen und 533 Millionen Franken Neuzeichnungen eingingen, so dass Barzeichnungen überhaupt nicht berücksichtigt werden konnten.»

Ich mache weiter darauf aufmerksam, dass das 3 % -ige Bundesanleihen, das Wehranleihen, seit einiger Zeit an der Börse über Pari notiert wird, mit andern Worten: man ist durchaus objektiv berechtigt zu erklären, dass der 3½ % - Typus bei neu aufzulegenden Anleihen den jetzigen Verhältnissen auf dem Kapitalmarkt nicht mehr entspricht. Ich möchte nicht so weit gehen und behaupten, man wäre nun ohne weiteres in der Lage, zum 3 % -igen Typus überzugehen. Es scheint mir aber durchaus möglich zu sein, dass, angesichts der heutigen Ka-

pitalmarktverhältnisse, eine Rendite von 3 % angemessen wäre.

Wir sind nun der Auffassung, dass auch bei diesem bernischen Anleihen an und für sich die Möglichkeit besteht, günstige Bedingungen herauszubringen. Wenn das hier nicht möglich gewesen ist — wir nehmen an, dass die Regierung ihrer Pflicht nachgekommen ist, als sie diese Verhandlungen führte — wird das auf die Finanzlage des Kantons Bern zurückzuführen sein. Dafür trägt aber, das möchten wir hier bei dieser Gelegenheit beiläufig feststellen, die Regierung die Verantwortung. Die Regierung und ihre Regierungsparteien sind im Besitze der politischen Macht. Sie haben deshalb auch die politische Verantwortung für die Folgen ihrer Regierungstätigkeit zu tragen. Wenn wir bei dieser Anlehensaufnahme, auch unter Würdigung der dargelegten Verhältnisse, gegen den vorgeschlagenen Zinsfuss keine Opposition machen, und wenn wir, wenn auch mit den allergrössten Unlustgefühlen, der Vorlage zustimmen oder uns doch wenigstens der Stimme enthalten, so geschieht das lediglich deshalb, weil wir uns jetzt in einer Zwangslage befinden und praktisch daran nichts mehr zu ändern vermögen. Es ist klar, dass die Regierung dafür die Verantwortung zu tragen hat. Ich betone aber nochmals: Wir stimmen lediglich deshalb und ohne jede Begeisterung zu, weil wir dazu gezwungen sind. Ich möchte jedoch hier mit aller Deutlichkeit unterstreichen, dass wir von der Regierung verlangen und fordern, dass sie inskünftig den Grossen Rat so rechtzeitig einberuft, dass er überhaupt objektiv in der Lage ist, etwas zu solchen Anlehensverhandlungen zu sagen.

**v. Steiger.** Unsere Fraktion hat diese Angelegenheit heute morgen auch behandelt. Wir gehen mit der jungbäuerlichen Fraktion einig, indem wir auch wie sie darauf hintendieren, auf einen Zinsfuss von 3¼ % und später von 3 % herunterzugehen. Was Herr Anliker ausgeführt hat, deckt sich in dieser Beziehung mit der Eingabe unserer Partei an den Bundesrat. Wir finden ebenfalls, es wäre wünschenswert, dass die Kantone im Interesse ihrer Finanzen billigeres Geld erhalten. Wir sind aber der Meinung, und das entspricht ja einer jahrzehntelangen Erfahrung, dass, solange die Eidgenossenschaft auf dem Anlehensmarkt keine günstigeren Bedingungen erhält, auch die Kantone keine günstigeren durchsetzen können. Das kann durch keinen Beschluss des kantonalen Parlaments geändert werden. Die Eidgenossenschaft hätte wahrscheinlich auch einen um etwa ¼ % billigeren Zinsfuss aufnehmen können, wenn nicht kurz vorher das Zürcher Anleihen einen so grossen Misserfolg gehabt hätte. Dieser Misserfolg wirkte sich sofort nachteilig für das eidgenössische Anleihen aus. Wenn also die Regierung jetzt konvertieren will, so muss sie die Verhältnisse auf dem Geldmarkt nehmen, wie sie sind. Es darf nicht vergessen werden, dass es eben etwas ganz anderes ist, ob man Obligationen oder Kassarische mit bloss 3-jähriger Laufzeit ausbeude oder ein Anleihen, das bis zum Jahre 1971 läuft und für das bisher ein sicherer Zinsfuss von 4 % bestand. Dann ist auch zu betonen, dass die unbestreitbar bestehende grosse Geldflüssigkeit noch keineswegs für kantonale Anleihen massgebend ist. Dieses flüssige Geld will sich eben nicht auf 15 oder 30 Jahre bin-

den. Die Situation ist ja so, dass zurzeit die zuständigen Behörden die Möglichkeiten studieren, welche gegeben sind, um zu verhindern, dass soviel kurzfristiges Geld in die Schweiz fliesst. Es wird geprüft, ob nicht ähnliche Massnahmen zu ergreifen sind, wie sie in den Vereinigten Staaten ergriffen wurden, indem dort solches Geld noch extra besteuert wird und mit höhern besondern Gebühren belastet werden soll, und zwar gerade deshalb, weil sich dieses Geld nicht binden lassen will. Die einzige Frage ist die, ob wir jetzt Geld finden können, das sich für 30 Jahre binden lassen will und sich mit einem geringern Zinsfuss als einem solchen von  $3\frac{1}{2}$  % begnügt. Es ist auch zu berücksichtigen, dass die vorliegenden Bedingungen gegenüber dem  $3\frac{1}{2}$  %-Typus bereits einen Fortschritt bilden insoweit, als der Emissionskurs 101 beträgt.

Obschon wir also das gleiche Ziel verfolgen wie Herr Anliker und seine Fraktion, glauben wir doch, dass wir diese Bedingungen annehmen müssen. Ich glaube nicht, wie der Herr Präsident sagte, dass wir durch Detailänderungen ein günstigeres Angebot erreichen könnten. Wenn dann dieses Anleihen aufgelegt wird und sich der Gläubiger sagen muss, dass er statt 4 % nur noch  $3\frac{1}{2}$  % erhalte, werden wir dann sehen, ob auch für langfristige Gelder eine so grosse Flüssigkeit besteht, die es zuliesse, auf  $3\frac{1}{4}$  oder  $3\frac{1}{2}$  % herunterzugehen. Aber wir sind auch der Meinung, dass in weitem Verhandlungen mit den Banken alles darangesetzt werden muss, damit wir zu noch günstigeren Bedingungen Geld erhalten. Für das vorliegende Anleihen jedoch sind wir der Meinung, dass wir dieser Vorlage zustimmen müssen.

**Guggisberg**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte Ihnen beantragen, den Vorschlag von Herrn Anliker abzulehnen und dieses Geschäft heute gemäss Antrag des Regierungsrates definitiv zu erledigen.

Eine kleine Vorbemerkung in bezug auf die rasche Einberufung des Grossen Rates und den Umstand, dass die Vorlage nicht früher zugestellt wurde. Es ist von Herrn Anliker und vom Sprecher der sozialdemokratischen Fraktion sogar gerügt worden, dass nicht schon vorher die Möglichkeit bestanden habe, diese Frage im Grossen Rat zu behandeln.

Ich glaube, das ist vom Regierungsrat und namentlich von der Finanzdirektion zuviel verlangt. Sie müssen doch überlegen, wie sich diese Dinge machen. Wir stehen ja schon seit Jahren, und das wird auch in Zukunft der Fall sein, in Verhandlungen mit der schweizerischen Bankwelt, welche die Aufnahme von Anleihen und die Konversionen vorbereitet. Fast immer ist irgend ein Anleihen auf dem Wege. Sobald dieses Anleihen vom Grossen Rat genehmigt worden ist, müssen wir gleich wieder Verhandlungen über eine Anleiheoperation zu Beginn des Jahres 1938 oder im nächsten Frühling anknüpfen. Und schon im Herbst 1938 wird wieder eine Konversion notwendig. Es geht deshalb doch nicht an, dass wir das, was eine Bankengruppe verlangt, zuerst dem Grossen Rat diskussionsweise vorlegen. Schliesslich muss doch jemand die Verantwortung tragen und die Verhandlungen zusammenhängend führen. Wenn solche Ver-

handlungen dann bis zur Einigung gediehen sind, kommen wir vor den Rat, um seine Zustimmung zur ganzen Vorlage zu verlangen. Wenn wir dem Grossen Rat bloss einzelne Fragen zur Diskussion vorlegten, würde man doch sicherlich sagen: Was fällt denn der Regierung ein; dieses Geschäft ist ja nicht vorbereitet; die Regierung soll doch die ganze Vorlage unterbreiten. Je nach der Gestaltung der Verhandlungen und dem Markt muss man sich oft in letzter Stunde über das ja oder nein entscheiden. Ueber das vorliegende Anleihen z. B. haben wir schon letztes Jahr, schon letzten Frühling, unterhandelt, und diesen Sommer sind die Verhandlungen wieder fortgesetzt worden. Nun konnte ich doch diese Korrespondenz dem Grossen Rat nicht unterbreiten. Man hätte doch gesagt, das sei ein unfertiges Geschäft und deshalb an die Regierung zurückzuweisen.

Auf der Seite des Vertragskontrahenten, der Banken — ich darf das hier schon verraten — war man sich in bezug auf die Anleihebedingungen keineswegs einig. Verschiedene Banken haben die vorgeschlagenen Bedingungen als zu günstig angesehen. Es hat sich aber dann die Minderheit der Mehrheit gefügt. So sind die vorliegenden Bedingungen zustande gekommen. Daraus ist zu schliessen, dass, wenn Sie diese Vorlage zurückweisen, wir vor dem 15. September nicht mehr zur Einigung kommen können. Gewiss, wir können schon mit den Banken verhandeln. Aber so einfach ist das nicht. Die Banken müssen auch unter sich selber die Sache besprechen und einig werden. Welches aber die Bedingungen auf den 15. Juni 1938 sein werden, das kann kein Mensch sagen. Wir werden ja ohnedies noch die Möglichkeit haben, im Jahre 1938 zu dieser Frage wieder Stellung zu nehmen, indem wir noch mindestens zwei Anleihen im nächsten Jahre aufzunehmen haben werden.

Ich wiederhole noch einmal, dass uns der Zinsfuss von  $3\frac{1}{2}$  %, angesichts der 30-jährigen Laufzeit objektiv gesehen, als richtig erscheint. Es handelt sich eben um etwas ganz anderes als bei kurzfristiges Anleihen. Es ist zuzugeben, dass nach 5 Jahren wieder amortisiert wird. Aber der Gläubiger muss doch mit der Möglichkeit rechnen, bis zu 30 Jahren gebunden zu sein, für eine so lange Zeit sich mit  $3\frac{1}{2}$  % zufriedenzugeben. Für 3 % würde keiner solche Obligationen kaufen, denn jeder müsste sich sagen, 3 % erhalte er auch für Kassescheine der Kantonalbank usw. mit bloss 3- bis 5-jähriger Laufzeit. Nach 3 oder 5 Jahren kann er sich dann aber wieder von neuem fragen, ob er nicht statt 3 % vielleicht 4 oder 5 % erzielen könne. Ich sage immer, es wäre in der Welt vieles besser, wenn all das, was theoretisch richtig ist, auch praktisch durchgeführt werden könnte. In der Praxis stösst man eben auf Tatsachen, die nicht ausser Acht gelassen werden können.

Angesichts dieser Ueberlegungen glaube ich doch, man müsse dieser Vorlage zustimmen. Ich übernehme dafür jede Verantwortung vor dem Grossen Rat.

**M. le Président.** La parole n'étant plus demandée, la discussion générale est close.

Le vœu a été émis que le Conseil-exécutif soit prié, au cours des pourparlers qui suivront, de faire son possible pour arriver encore à de meilleurs



conditions; ce vœu n'a pas été combattu, d'où je conclus que le Grand Conseil le fait sien. Nous passons maintenant au vote.

#### Abstimmung.

Für den Antrag der vorberatenden

Behörden . . . . . 148 Stimmen.

Für den Antrag Anliker . . . . . 18 »

#### Beschluss:

Der Grosse Rat des Kantons Bern,  
gestützt auf Art. 6, Ziffer 5, und Art. 26,  
Ziffer 11, der Staatsverfassung,  
auf den Antrag des Regierungsrates,

#### beschliesst:

Dem zwischen der Finanzdirektion einerseits und der Kantonalbank von Bern, dem Kartell Schweiz. Banken, dem Verband Schweiz. Kantonalbanken, und dem Berner Banksyndikat andererseits abgeschlossenen Vertrag vom ... August 1937 betreffend die Aufnahme einer Konversionsanleihe von 26 Millionen Franken wird die Genehmigung erteilt. Die Anleihe ist zu 3½ % verzinslich, läuft 30 Jahre und ist

in 25 Annuitäten von 1943—1967 rückzahlbar. Der Emissionskurs beträgt 100,40 % + 0,60 % eidg. Titelstempel.

Der Regierungsrat ist ermächtigt, die bestehende Anleihe von 1911 im Betrage von 26,065,500 Fr. vor dem 15. September 1937 auf den 15. Dezember 1937 zu kündigen.

M. le **Président**. L'ordre du jour est ainsi liquidé. Je déclare donc closes les présentes séance et session et je vous souhaite à tous bon retour dans vos foyers, en vous donnant d'ores et déjà rendez-vous au 6 septembre.

Schluss der Sitzung und der Session um 3¼ Uhr.

*Der Redaktor:*  
**Vollenweider.**